L'Anarcho-Syndicaliste n°42
octobre 1964
Union des Anarcho-Syndicalistes

RAPPORT SUR LA SITUATION

Le monde dans lequel nous vivons est toujours divisé en états eux-mêmes regroupés en blocs d'états selon les systèmes économiques quiassurent la suprématie de leurs couches dirigeantes.

L'économie capitaliste dont nous sommes la "main-d'oeuvre" est toujours basée sur le profit qui impose de produire sans cesse davantage pour vendre sans cesse davantage. II en découle cette abération que les 2/3 de l'humanité, notamment les populations d'Asie et Amérique latine, sont sous-alimentées, tandis que les stocks s'accumulent et que s'engorgent les marchés. Il est vrai que ces populations miserables ne disposent pas de pouvoir d'achat pour se procurer ces denrées excédentaires qui sont faites pour être vendues (quelles que soient les tartuferies sur l'aide aux pays sous-développés).

A moins que pour devenir des "consommateurs" valables les peuples de ces pays fassent sauter les carcans féodaux et militaires qui les enserrent, et qu'ils exproprient les gros propriétaires, notamment les propriétaires fonciers. Mais il se trouve que ces carcans sont des gouvernements qui garantissent les intérêts et investissements américains dans ces pays et jouissent par conséquent du soutien tutélaire des USA. C'est là une des contradictions du système capitaliste.

Toujours est-il que nous entamons l'une de ces crises cycliques dont la reconstruction de l'Europe et le Plan Marshall avaient pour un temps repoussé l'échéance. Bien qu'elle soit encore latente ses caractères apparaissent chaque jour y compris dans l'inflation des budgets d'armement: celui des U.S.A., est en augmentation de 10 milliards de dollars sur le précèdent, celui de la force de frappe française en augmentation de 25 %. C'est toujours une vérité élémentaire qu'en régime capitaliste la fabrication d'armement reste un débouché, une sorte de "régulateur" y quand la production de biens de consomption sature les marchés. La phrase célèbre de JAURES, "le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage", est autre chose que simple réthorique.

COEXISTENCE PACIFIQUE

C'est dans ce cadre que doit être comprise la politique de "Coexistence Pacifique", compte tenu de cette recherche effreinée de nouveaux débouchés à l'économie capitaliste, et à laquelle l'ouverture de pays de l'Est à la production et aux investissements capitalistes, en un mot la restauration du capitalisme en bloc orientai, fournirait la meilleure solution.

Réédition de Yalta, le Pacte de Moscou confirme la vision du monde en blocs d'états et zones d'influence, il consacre la reconnaissance de l'impérialisme américain par Moscou et la reconnaissance de l'impérialisme russe par Washington. Cette politique suppose l'hégémonie russe et américaine dans leur zone d'influence, notamment en matière d'armement atomique. Elle détermine l'attitude des partis communistes en pays capitalistes ou "décolonisés"; elle laisse enfin libre cours à la répression américaine dans les secteurs où se trouvent "légitimés" ses intérêts.

C'est ainsi que les partis communistes algériens, marocains, syriens, espagnols, officiellement interdits, préconisant une politique suicide de "large Union Démocratique" avec leur bourgeoisie nationale, parfois avec leur gouvernement c'est à dire avec leurs propres geôliers. Le parti communiste américain, pratiquement interdit, s'avèra incapable d'établir la jonction avec le prolétariat noir méricain qui pose pourtant aujourd'hui, fût-ce au travers du prisme déformant de l'intégration raciale, d'authentiques problèmes de classe.

En Italie, en France, en Belgique où les partis commnistes développent légalement leur activité et encadrent des secteurs importants de la clause ouvrière, ils s'efforcent de favoriser le démantèlement

des organisations ouvrières en accréditant la thèse de leur participation à la gestion de l'économie capitaliste dans le cadre de la planification nationale, c'est à dire leur intégration à l'appareil d'état.

Cependant le département d'état américain renforce sa politique d'agression et multiplie ses interventions dans tous les continents, à Cuba dont le blocus est resseré en même temps que sont proférées des menaces de sanctions militaires par l'O.E.A., au Congo par le soutien au gouvernement TSCHOMBE, à Chypre parl'intermédiaire de l'aviation turque, au Nord-Vietnam enfin où le sang coule sous les bombes américaines, en vertu de la coexistence "pacifique".

Mais l'aspect le plus important de cette politique est sans doute de laisser à découvert la Chine avec ses 700 millions de consommateurs, la Chine qui n'a pas signé le Pacte de Moscou, qui ne doit compter sur le secours de personne et vis à vis de laquelle personne n'a pris d'engagement. Assiste-t-on à la préparation de l'agression américaine contre la Chine?

Le phénomène Goldwater doit-il être considéré comme une péripétie burlesque de la politique américaine, ou bien la politique "du colt", du "bord de guerre", de "liberté par la force" énoncée par le candidat républicain correspond-elle dans une certaine mesure aux besoins de l'économie américaine? Ce qui est sûr, c'est que des personnages aussi populaires qu'Eisenhower ont accordé leur label au candidat républicain. Ce qui est sûr aussi, c'est que la campagne électorale aux U.S.A. prend la forme d'un "duo à la guerre", Goldwater formulant ses exigences de fermeté et Johnson lui multipliant des assurances (même au sujet des "droits civiques" aux noirs dont les timides tentatives d'application ont été d'un commun accord suspendues). Il en résulte un glissement vers la droite de la politique américaine, qui devrait se prolonger y compris dans la perspective de victoire des démocrates.

Dans le même temps, Kroutchev décide d'entamer l'épreuve de force politique contre la Chine. Il exige la convocation des partis communistes à une conférence internationale qui devra consacrer l'isolement de la Chine. Le P.C. chinois, pour sa part, a déclaré que cette conférence sonnerait l'heure du grand schisme communiste.

A Budapest, dans un violent discours contre les chinois, Kroutchev déclarait: *"Il faut dénoncer cette trahison et unir les forces pacifistes, internationalistes et démocratiques"*. Qu'est-ce qu'une "union des forces démocratiques" contre la Chine? Cette expression ne rappelle-t-il pas le vocabulaire utilisé au cours de la dernière guerre mondiale? On sait que récemment les dirigeants chinois, auquel l'élimination de Kroutchev pourrait fournir une issue, ont formulés des revendications territoriales sur la Mongolie extérieure. La Pravda du 2 septembre y répond en affirmant que *"la lutte menée par les dirigeants chinois ... n'est pas une lutte sur le papier"*, qu'il ne s'agit *"pas d'une affaire intérieure qui n'intéresserait que les seuls communistes"* mais *"d'un ensemble de questions qui concernent tous les peuples"* ... et que MAO-TSE-TOUNG, avide *d'espace vital"* comme Hitler, a des *"prédécesseurs dont il ne saurait être fier".*

Ainsi, sous l'égide de la "Coexistence Pacifique" et du Pacte de Moscou, les grondements d'une vaste veillée d'armes se font de jour en jour plus distincts.

DES REALITES PLUS COMPLEXES (1)

Mais les réalités sont complexes, et l'échéance de la guerre ne semble pas actuellement compatible avec certains éléments importants de la situation.

D'une part, des signes traduisait les difficultés du P.C.U.S. à imposer son hégénonie sur les "partis frères". La réunion de la conférence internationale et son objectif ont suscité des réticences même au niveau des directions des P.C. de certains pays de l'Est comme la Pologne et la Roumanie (15 partis sur 26 auraient répondu à l'invitation).

(1) Au moment même où nous publions ce texte (que nous laissons tel quel) le limogeage sensationnel de Kroutchev, décidé très bureaucratiquenent dans le secret du Plenum du Comité Central du P.C.U.S., est rendu public, laissant pantois les militants du P.C.F. Il faudra attendre quelques jours pour savoir si Brejnev et Kossyguine, anciens collaborateurs de Staline, remettront en cause cette politique de Coexistence Pacifique qu'ils défendaient jusqu'alors avec Kroutsshev. Il faudra attendre encore pour savoir si cette direction bicéphale dépassera le caractère d'une transition et ne disparaîtra pas à la manière de Boulganine et Béria. Ce qui est à peu près certain c'est que la préparation de la conférence internationale du 15 Décembre et le testament de Togliati ont joué un rôle important dans ce coup d'Etat.

Les mobiles confus de ces réserves ont été exprimés dans le testament de Palmiro Togliati. Adepte de la coexistence pacifique et anti-chinois, Togliati s'inquiète néanmoins de la précipitation que met le Kremlin à livrer la Chine au capitalisme, discernant là le début d'un processus de démantèlement du "bloc socialiste". Togliati déplore ensuite les effets des discussions idéologiques suscitée au sein des partis occidentaux par le différent sino-soviètique. Il reproche au Kremlin d'avoir minimisé les risques que comportaient de telles discussions internes, pouvant entraîner des scissions et la floraison de partis pro-chinois. Il pense que l'opération contre la Chine a été menée prématurément, que la charrue a été mise avant les boeufs, et qu'il eut été préférable d'engager au préalable les militants des partis occidentaux dans les tâches concrètes de participation à la gestion de l'économie capitaliste dans leurs pays. Autrement dit, Togliati considère que la pratique de la Coexistence comportait, en première étape, l'intégration des organisations ouvrières aux états capitalistes. Enfin, toute la dernière partie du testament avertit Kroutchev que s'il continue à imposer ses dictats sans tenir compte des difficultés qu'ils suscitent dans certains partis frères, il ne pourra, lui, Togliati, continuer à masquer le caractère bureaucratique du gouvernement russe.

Ce texte diffusé sur la place publique, et que la Pravda a eu l'habileté de publier ensuite, aura probablement des répercussions sur la conférence internationale qui pourrait ne pas se conclure par une excommunication de la Chine aussi brutale que Kroutchev l'aurait souhaitée.

D'autre part, l'agression de la Chine ne s'impose pas à l'économie américaine comme une nécessité immédiate. Des possibilités non négligeables sur le marché européen lui laissent un répit qu'elle s'efforce d'utiliser au maximum. Les investissements américains dans les vieux pays d'Europe Occidentale se sont multipliés les dernières années dans l'industrie automobile, par exemple, Général Motors, Ford et Chrysler y contrôlent à eux trois 60 % de la production.

La mise en application du Kennedy-round, dans le cadre de la Loi d'expansion américaine va porter un coup brutal au système de protections douanières des pays européens où vont déferler des produits américains à bon marché.

La création du Marché Commun répond pour une grande part à une réaction d'auto-défense contre l'impérialisme économique des U.S.A. Mais des contradictions sont apparues entre les pays du Mar ché Commun euxmêmes, et s'ajoutent aux contradictions entre l'économie européenne occidentale et l'économie américaine. Tous les états capitalistes restant évidemment solidaires pour perpétuer le régime de profit et les systèmes politiques coercitif qu'il implique.

La politique étrangère de la France s'insère dans ces contradictions comme la meilleure expression des antagonismes entre l'Europe occidentale et les U.S.A. Au cours de cette partie serrée DE GAULLE a essuyé un échec dans sa tentative de création d'un axe Bonn-Paris-Madrid quand Adenauer fut remplacé par le chancelier Erhard, pro-américain.

On peut à ce sujet se demander pourquoi le P.C.F. a déclaré qu'il n'était pas systématiquement opposé à la politique étrangère de De Gaulle. Si ce dernier développait une politique différente et avait signé le pacte de Moscou, il est certain que le P.C.F. trouverait autant de motifs sinon davantage, de faire une telle déclaration. En réalité, cette attitude du P.C.F. contribue à édulcorer la lutte des classes en France. A la dernière fête de "l'Humanité", le 6 septembre, Georges Marchais reprenait d'ailleurs cette déclaration en élargissant sa portée dans les termes suivants : *"Nous ne sommes pas systématiquement contre toute prise de position du Général de Gaulle dans quelque domaine que ce soit".*

LA POLITIQUE INTERIEURE FRANÇAISE

La politique intérieure française est conditionnée par ces réalités économiques et notamment par la nécessité de faire front à la concurrence américaine. Le groupe américain Chrysler détient aujourd'hui 70% des actions de la maison SIMCA présentée au salon de l'auto comme marque "française". La société américaine "Libby" va construire dans le Gard une usine ultra-moderne qui produira à elle seule 110.000 tonnes de conserves alimentaires équivalent à la production de 853 entreprises; elle n'emploiera

néanmoins que 200 ouvriers. On pourrait citer d'autres exemples d'invasion y compris dans le domaine bancaire.

Parfois même, les capitalistes américains ferment brutalement une entreprise française après l'avoir achetée. L'exportation du chômage faisant normalement suite à l'exportation des investissements américains.

Cette évolution à laquelle va s'ajouter la mise en application du "Kennedy-round" implique pour l'économie française certains impératifs.

D'abord, obtenir des prix de vente compétitifs, c'est à dire, en fait des prix de revient inférieurs puisqu'il n'est pas question dans le cadre du régime, de réduire les bénéfices alimentant pour l'essentiel, les nouveaux investissements. Or la réduction des prix de revient ne peut guère s'obtenir que par un prélèvement sur les salaires, un accroissement de la plus-value.

Ensuite, moderniser la production et accélérer la concentration dans tous les domaines ce qui se traduit régulièremient par une diminution des effectifs. Le nombre chaque mois accru des travailleurs licenciés constitue les prémices de cette armée de réserve de chômeurs qui doit faciliter la compression des salaires.

C'est d'ailleurs pour accélerer cette "détente du marché de l'emploi" qu'est importée une main-d'oeuvre sous qualifiée et bon marché: Portugal, Afrique du Nord et Turquie.

Les effets de cette politique se concrétisent dans tous les domaines. Après les licenciements dans la construction navale, des entreprises les plus diverses sont à leur tour touchées. Les horaires de travail sont réduits. Dans l'industrie du sucre la production a doublé en passant de 900.000 tonnes à 1.800.000 tonnes, le quintal qui était raffiné en 3 heures l'est maintenant en 1 heure, mais l'effectif du personnel a diminué de 11.000 ouvriers. La production de la conserverie a augmenté de 80 % soit environ 32 % par ouvrier mais, le nombre de salariés de cette industrie a baissé, de 26%.

Dans l'agriculture, la concentration est en marche. La "loi d'orientation" qui prévoit la disparition de 800.000 petites exploitations entre progressivement en application et tous les dispositifs mis en place par l'Etat sous prétexte d'aide aux paysans favorise l'absorption des petites exploitations par les grosses.

De grands pas ont été franchis dans le sens de la concentration commerciale. Déjà, depuis 2 ans.. 7.220 petits commerces de détails ont disparu à la suite de regroupements, fusions et absorptions. On compte que l'installation d'un super-marché dans un quartier entraîne la fermeture de 8 commerces de détails. L'Etat intervient dans ce mouvement en subventionnant 20 % des investissements destinés à la concentration. Par ailleurs, les patentes imposées pour un chiffre d'affaires inférieur à 12 millions d'anciens francs s'élèvent à un taux de 0,53% mais ce taux est de 0,26 % pour un chiffre d'affaires supérieur à 25 millions d'anciens francs.

L'Enseignement lui-même est réformé en fonction des besoins de la production capitaliste. Dès l'âge de 11 ans, à la fin du cours moyen, une masse d'enfants aiguillés vers les classes dépotoires dites de "transition" seront destinés à constituer l'année industrielle des O.S. et des manoeuvres.

Une autre partie dans les anciens cours complémentaires baptisés Collège d'Enseignement secondaires recevront un "Enseignement court" de la part d'enseignants munis d'une "licence courte". Ils constitueront les cadres moyens du régime.

Les privilégiés qui deviendront les cadres supérieurs du pays accéderont aux facultés par un bac sélectif. Ajoutons que l'enseignement technique commençant après la 3ème est particulièrement mutilé par la réforme et que tout l'édifice universitaire est d'ailleurs compromis par des écoles primaires concentrationnaires aux classes surchargées où l'influence des facteurs sociaux se trouve décuplée au désavantage des enfants d'ouvriers.

Ajoutons encore que l'Etat par un ensemble de mesures de plus en plus spectaculaires confie

l’encadrement de la jeunesse et de l'enfance à l'Eglise. La toute dernière étant la fermeture des classes de moins de 16 élèves, ce qui amènera la suppression de 8.000 écoles de village, où le curé et l'école chrétienne jouiront désormais d'un monopole sans partage. De même, le remplacement du Bac par une délibération de professeurs qui se dessine derrière l’innovation d'un bac sélectif accorderait en fait, aux confessionnels le pouvoir de "collation des grades" c'est à dire de délivrer les diplômes officiels.

Cette coordination poussée d'une politique d'ensemble dans les domaines apparemment les plus divers constitue un phénomène de notre époque, celui de la planification.

Le 4ème plan aurait pour ligne directrice la recherche de l'accroissement des profits, ailleurs que dans l'augmentation classique des prix de vente et de la production, ailleurs, c'est à dire essentiellement dans la diminution des salaires réels.

Le rapport des différents facteurs pourrait s'exprimer par la formule:

PROFIT = (Production x Prix de vente) — Salaires.

Le plan intermédiaire de stabilisation avait pour objet de préparer la récession économique commandée par l’engorgement des marchés et la réduction de la consommation intérieur consécutive à l’application du IVème Plan.

Après cette phase transitoire, le Vème Plan apparaît comme celui de la récession. Il fait intervenir, par rapport au IVème plan, un nouvel élément, la diminution de production; ainsi, pour que dans le formule:

PROFIT = (Production x Prix de vente) — Salaires

le profit reste identique malgré la diminution de la Production et, sans augmentation du Prix de vente, il n'existe pas de solution autre qu'une nouvelle réduction des Salaires.

Cette réduction du pouvoir d'achat des salariés s'effectuera, soit directement, par des déclassements professionnels, (c'est la règle générale pour les licenciés qui retrouvait pour l'instant du travail) ou par des diminution« d'horaires (c'est le cas dans l'automobile), soit indirectement par une légère inflation monétaire. C'est en vue de cette réglementation des salaires que veut le Plan, de l'aveu de ses promoteurs eux-mêmes, est bâti sur “la politique des revenus".

L'ETAT MONOPOLISTE

Ainsi la planification en régime capitaliste qui, il y a un siècle eut été un mythe, devient aujourd'hui une réalité avec laquelle on doit compter mais si elle comporte les contradictions et les limites inhérentes au capitalisme. Cette évolution consécutive à une évolution du rôle de l'Etat est un phénomène important de notre époque.

Qu'on entende bien: l'Etat est toujours l'expression des antagonismes de classes et l'instrument de coercition au service de la classe dirigeante; il l’est même de plus en plus clairement. Mais s'il n’a pas changé dans sa nature, l'état a changé dans sa forme, de même que le monde économique dont il n'est que la superstructure politique, s'est notoirement transformé dans sa forme bien que sa nature soit restée la même.

En effet, le phénomène de concentration capitaliste s'est développé non seulement dans le domaine industriel et bancaire mais aussi dans le domaine commercial et il atteint celui de l'agriculture. Le chemin parcouru depuis l'exploitation capitaliste de type familial jusqu'à la holding industrielle donne une image de cette évolution. A une économie fortement concentrée correspond un Pouvoir politique fortement concentré. Nous assistons à une de ces étapes de concentration du pouvoir politique qui s'inscrit dans la suite d'évolutions semblables notamment marquée par la Monarchie absolue, la Révolution jacobine, l’Empire, et la 3ème République; évolution qui pourrait s'analyser à travers le rôle attribué aux préfets ou à ce qui en tient lieu au cours de ces différentes étapes.

C'est à une économie de plus en plus monopoliste que correspond l'Etat monopoliste que nous connaissons, omniprésent, omnipotent, doté d'un fort Exécutif, avec ce caractère policier qu'affirme encore la mise en place de la “réforme administrative".

Dans le cadre du régime capitaliste il est évident qu'il s'agit là d'un phénomène irréversible. Les politiciens qui parlait de "démocratie rénovée" ou “véritable", d'un retour à davantage de liberté, de libéralisme, dans le cadre du régime capitaliste donnent la preuve de leur crétinisme ou de leur démagogie; un tel retour en arrière n'est pas possible sans un retour en arrière dans le domaine des structures économiques. On ne rétrograde pas la roue de l'histoire, on ne conçoit pas le retour à l'économie familiale ou artisanale. Seul, le changement de régime économique dans sa nature même entraînera le changement de régime politique qui se traduira d'ailleurs par la suppression des classes, mais, ce n'est pas cela que les politiciens proposent.

Toujours est-il qu'au présent stade du développemont capitaliste le monopole de l’Etat s'étend sur un vaste secteur nationalisé qui s'est quelque peu développé depuis les manufactures de Colbert. L'Etat contrôle la Compagnie Française des Pétroles et sa société de distribution Total. Dans le domaine des transports: Renault, la S.N.C.F., Air France, la Transatlantique, la S.N.E.C.M.A., Sud et Nord Aviation, sont sous le contrôle de l'Etat. Les charbonnages sont aussi sous le contrôle de l'Etat. Dans le domaine de l'industrie moderne de la pétrochimie, l'Etat s'est assuré une place solide. L'industrie atomique est contrôlée par l'Etat. Ces exemples suffiraient à montrer comment l'Etat, qui ne se contente plus d'une fonction politique dans l'enceinte parlementaire, étend des tentacules directement dans l'arène économique où il apparait comme un patron prépondérant.

Les conséquences en sont que l'Etat intervient directement dans le secteur nationalisé mais aussi, avec de plus en plus d’efficacité, dans le secteur privé. Par le jeu des investissements subventionnés, des patentes, des conditions de crédits, du taux d’escompte de la Banque de France et mille autre moyens, l'Etat contrôle et oriente largement les mutations de l'économie privée en France. La recherche de nouveaux marchés passe par les voyages diplomatiques en Amérique du Sud. Les salaires vont être planifiés sous le contrôle d'organismes d'Etat, et avec le concours des Préfets.

Contre la petite et moyenne bourgeoisie condamnée par la concentration, et dont les représentants ont d'ailleurs disparus de la scène politique, l’Etat dispose d'efficaces moyens de pression. Quant à la grande bourgeoisie, elle a de bonnes raisons pour approuver les dispositions générales Plan: c'est pourquoi le C.N.P.F., par la voix de Williers, incite patronat et les gouvernements européens, qui ont déjà adopté le plan français de "stabilisation" (plan Marjolin), à imiter le plan français de concentration.

Ainsi la planification capitaliste est devenue une possibilité en France, et à des degrés divers dans les autres pays du Marché Commun. Une possibilité ... à condition que les travailleurs, sur l'exploitation accrue desquels repose tout le plan, ne compromettent pas la réalisation par leur refus de désarmer et d'abandonner la défense de leurs intérêts de classe. C'est précisément pourquoi la bourgeoisie inclut dans son plan l'intégration des syndicats à l'Etat.

LES PROGRES DE L'INTEGRATION:

Dans ce domaine, la situation s'est dégradée encore depuis un an, après le vote de la "loi anti-grève". Le pouvoir mesure ses coups. Un jour on apprend la création d'un "corps spécial” de la navigation aérienne, agrémenté d'un relèvement indiciaire. Un autre jour on apprend la signatur par les syndicats appartenant à toutes les centrales d'un accord d'entreprise aux "Plastiques de Roubaix” comportant des clauses restrictives du droit de grève pires que les dispositions de la loi anti-grève, instituant en fait la section syndicale d'entreprise dans l'esprit d'association capital-travail prôné par la C.F.T.C. Plus récemment la presse bourgeoise publiait l’accord de même type signé aux établissements Messier, depuis deux mois, dans un quasi secret, par les fédérations F.O. et C.G.T. de la métallurgie. Un peu partout, dans des entreprises moins importantes, de tels accords sont signés avec clauses restrictives du droit de grève ligotant les travailleurs au vil prix de quelque aumône. Cloisonnés dans leur entreprise les travailleurs ne sont ni informés, ni alertés de la signification de ces accords.

Parrallèlement les effets du plan se font sentir: les licenciements se poursuivent, les horaires sont réduits dans l'industrie automobile avec diminution de salaires, la discipline se resserre comme un étau dans les ateliers où sévissent chronomètrages et règlements draconiens, où les provocations, brimades et sanctions se multiplient contre les délégués syndicaux. Sous le sceau de la modernisation et de l'automation, des catégories se trouvent déqualifiées, par exemple chez les cadres de la Sécurité Sociale. En application de la Réforme administrative, les fonctionnaires passent sous la coupe directe des Préfets.

Cependant sont mis en place, dans le cadre de cette Réforme administrative, les nouveaux Comités d'Expansion et Comités de Développement, organisnes étatiques d'élaboration et d'exécution du Plan, où siégeront les représentants de toutes les confédérations syndicales.

Le rapport Toutée prévoyait *"la fixation annuelle par l'Etat de la masse des salaires pour chaque entreprise publique"*, la négociation avec les syndicats *"sur la répartition interne de cette masse de salaires, dans le respect d'une hiérarchie appropriée"*, il prévoyait aussi la possibilité de *"contrats de progrès pluriannuels durant l'application desquels le personnel renoncerait à la grève"*, ainsi que l'institution d'une commission d'arbitrage appelée *"collège d'étude et d'appréciation des revenus"*. Aujourd'hui M. Grégoire, conseiller d'Etat (collègue de Bothereau), reçoit les délégués de la C.G.T. , de la C.F.T.C., de F.0. dans le cadre *"de la procédure prévue dans le rapport Toutée".*

En même temps le Conseil économique et social, appelé à jouer un. rôle accru dans l'exécution du Vème Plan, essentiellement bâti sur *"la politique des revenus"*, a été remanié dans sa composition. Parmi les personnalités choisies et nommées par le gouvernement, c'est à dire indépendamment des membres désignés par les syndicats, figurent un responsable C.F.T.C. et un membre du bureau confédéral F.O., Monsieur Louët. De leur coté les dirigeants du S.N.I. et de la F.E.N. continuent à siéger aux Commissions Académiques de la Carte scolaire, à la Commission Laurent, malgré la décision gouvernementale de suppression des petites écoles rurales.

Non seulement "la politique de présence" a naturellement évolué ver l'intégration mais elle devient la seule politique des centrales syndicales en l'absence de toute stratégie contre l'offensive du patronat et de l'Etat.

Prétendant préparer un mouvement d'ensemble dont elle ne veut pas, la C.G.T. continue à préconiser des grèvettes, grèves tournantes, grèves catégorielles qui désunissent et démoralisent. La F.E.N. et F.O. n'envisagent pas autre chose que des grèves "générales" mythiques de 24 heures, type 18 Mars 1964, soupape de sûreté sans lendemain. La C.F.T.C., opportuniste, suit tantôt les uns, tantôt les autres.

C'est, en fait, indépendamment de toute lutte syndicale que le gouvernement décide d'accord ou une aumône de 2 % d'augmentation aux fonctionnaires selon les plans préétablis. Il découle de cette situation une impression d'impuissance ressentie par les travailleurs, une impression d'inutilité des syndicats à laquelle la "politique de présence" ajoute celle de trahison.

En retirant ses représentants du bureau national du S.N.I. la tendance syndicaliste révolutionnaire "Ecole Emancipée", qui continue à militer dans les rangs du S.N.I. pour la défense des intérêts des enseignants et pour la défense du syndicalisme, a frappé un coup de gong qui signifie une semonce à l'égard des dirigeants syndicaux, un désengagement par rapport aux conséquences de leur orientation, un appel pour les syndicalistes révolutionnaires des centrales ouvrières.

L'examen de la situation ne serait pas complet si l'on négligerait de tenir compte de cette couche de militants et syndiqués de base, qui, de plus en plus nombreux, s'interrogent sur la politique des appareils syndicaux et n'acceptent plus de se cantonner au rôle de cotisants confiants qu'en leur assigne.

Dans une situation générale défavorable, l'intervention de ce facteur positif à laquelle nous ne sommes pas étrangers entraîne pour les anarcho-syndicalistes des responsabilités nouvelles à l'égard du mouvement ouvrier tout entier.

C'est à partir d'une analyse aussi sérieuse que possible de la situation que peut être déterminée concrètement la manière dont doivent être assumées ces responsabilités.

Déclaration de "l'Ecole Emancipée" au Congrès du S.N.I.

Le congrès du Syndicat National des Instituteurs se tient à un moment décisif pour l'avenir du syndicalisme.

L'offensive du pouvoir revêt deux aspects étroitement complémentaires:

- d'une part, il offre aux responsables syndicaux l'entrée dans les organismes de gestion où il voudrait voir se confiner leur activité sous forme contestataire,

- d'autre part, il renforce l'appareil administratif et policier de l'Etat dans le sens d'une totale concentration, et le pouvoir s' attaque de façon ouverte, non seulement aux conditions de travail et au standing de vie des travailleurs, mais aussi aux droits conquis par la classe ouvrière au cours de plus d'un siècle de lutte.

La réforme administrative marque la fin d'une période transitoire, la mise en place de l'Ordre corporatif vient d'entrer dans sa phase de réalisation. C'est le premier acte d'un processus destiné à conduire le mouvement syndical vers la participation contestataire d'abord, vers l'intégration totale à l'entreprise et à l'Etat ensuite, donc en définitive à l'asservissement.

Ainsi le Syndicat National des Instituteurs avait le redoutable privilège d'être la première grande organisation à tenir un congrès à ce moment crucial. Il avait le devoir de porter ses débats et ses décisions au niveau des lourdes responsabilités qui, de ce fait lui incombait.

Il se devait de faire le geste spectaculaire et décisif qui aurait engagé la direction du S.N.I. à entrer en lutte ouverte avec le Régime.

Ce geste ne pouvait être qu'un geste de rupture avec l'Etat Bonapartiste. Il pouvait se concrétiser dans le retrait immédiat des délégués du S.N.I. et de la F.E.N. du Conseil Economique et Social, du Conseil de District de la région parisienne, de la Commission Laurent, des Commissions Académiques de la carte scolaine.

Ce geste, le Congrès, cédant à l'appel des responsables de la majorité, n'a pas voulu le faire. II s'est contenté de réaffirmer ses positions de principe qui, hier positives, sont aujourd' hui totalement inopérantes.

Il permet ainsi à notre direction syndicale de s'engager en fait sur la voie qui conduit à ce syndicalisme de contestation lequel dans la situation objective actuelle, ne peut être qu'un syndical ime de participations

Ainsi les amis de "l'Ecole Emancipée" se trouvait placés à leur tour devant des responsabilités sans commune mesure avec la force numérique qu'ils représentent.

Ces responsabilités, ils sont néanmoins décidés à les as-sumer jusque dans leurs ultimes conséquences. Leur devoir aujourd'hui est de rester à l'intérieur du S.N.I. Leur devoir est d'y engager une lutte sans répit pour sauver ce qui peut être sauvé du syndicalisme d'hier qui n'est pas autre chose que syndicalisme tout court.

Ils se tournent vers les militants de l'organisation conscients des dangers de l'heure et les invitent à dresser avec eux, dans l'action quotidienne, le front de résistance à l'intégration, le front de sauvegarde du syndicalisme.

Ils savent que dans les autres secteurs du mouvement ouvrier, d'autres militants de toutes tendances se lèveront pour exiger des Centrales Syndicales qu'elles rompent avec l'Etat bonapartiste bourgeois, qu'elles retirent tous les délégués ouvriers des organismes où s'aliène l'indépendance du mouvement syndical, qu'elles réalisent, face à l'offensive du Capital et de l'Etat, le front unique de classe des organisations des travailleurs.

Ils souhaitent aussi que partout se multiplient les contacts entre les travailleurs, les confrontations démocratiques où seront étudiée les voies et les moyens qui permettront d'engager demain la lutte tous ensemble et au même moment, et de renverser le rapport des forces sociales en faveur de la classe ouvrière.

Déterminés à refuser leur caution à la politique dans laquelle s'engage aujourd'hui la direction du S.N.I., déterminés à jeter les bases de ce front de résistance à l'intégration et de sauvegarde du syndicalisme, les Amis de l'Ecole Emancipée ne peuvent se contenter d'une déclaration d'intention.

Comme ailleurs, l'heure est aux actes.

L'acte public qui concrétisera ce refus et cette détermination devant les syndiqués de l'enseignement, devant l'ensemble des travailleurs, devant le pouvoir aussi qui nous observe, ils sont contraints de le réaliser en cet instant même.

Yves THOMAS et Julien DESACHY, démissionnent du Bureau National.

Estimant que les syndiqués du S.N.I., ceux qui par leurs suffrages les ont portés au Bureau National comme tous les autres, ont droit aux explications nécessaires, ils adresseront en temps utile au secrétaire général la lettre justificative dont ils demandent dès aujourd'hui, devant le congrès, la publication intégrale dans le prochain numéro de l'Ecole Libératrice.

Pout toute correspondance, s'adresser à:

Michel GATINEAU
107 rue Jean Jaurès
St. FLORENT lès NIORT (Deux Sèvres)

C.C.P. 2493-81 NANTES

Abonnement: ..... 5F les dix numéros
Abonnement de soutien: ..... 10F.